ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.417/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 22 octobre 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire", a donné le 11 février 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 32.417/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 oktober 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de subsidiëring van organismen die voorzien in een gespecialiseerde omkadering voor burgers die betrokken zijn bij een gerechtelijke procedure", heeft op 11 februari 2002 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. Quant au fondement légal de l'arrêté examiné

L'arrêté en projet entend déterminer les conditions d'octroi de subsides aux organisations qui offrent "un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire". L'alinéa 2 du préambule détermine notamment comme base légale l'article 12 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, en vertu duquel

> "... en l'absence d'une loi organique, tout subside doit faire l'objet dans le budget général des dépenses d'une disposition spéciale qui en précise la nature, ces subsides peuvent être octroyés aux conditions fixées par le Roi.".

Comme l'a rappelé à diverses reprises la section de législation du Conseil d'Etat, une telle base légale ne peut cependant qu'avoir une portée annuelle; or, l'arrêté en projet se présente comme une réglementation permanente incompatible avec le caractère temporaire d'une disposition budgétaire.

Il convient, dès lors, de trouver un autre fondement légal qui autorise l'intervention de personnes morales de droit privé dans le cadre des procédures judiciaires envisagées.

Selon l'article 2 du projet, des subsides peuvent être alloués à des organisations de droit privé pour six catégories d'activités.

1. La première catégorie concerne des mesures de formation destinées aux délinquants majeurs qui peuvent être décidées par un magistrat soit dans le cadre d'une médiation pénale (article 216ter, alinéas 3 et 4, du Code d'instruction criminelle) soit dans le cadre de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (notamment les articles 1er et 1bis de la loi) soit, encore, sur la base de l'article 35 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, le juge d'instruction pouvant laisser l'inculpé en liberté tout en lui imposant le respect d'une ou de plusieurs conditions pendant le temps qu'il détermine.

En vertu de ces textes, les formations ne peuvent être suivies qu'auprès des services publics de l'Etat, des communes, des provinces, des communautés et des régions

ou auprès d'associations sans but lucratif ou de fondations à but social, scientifique ou culturel.

L'intervention d'organismes privés est donc prévue par ces textes légaux.

En conséquence, la disposition en projet dispose d'une base légale spécifique qu'il convient d'identifier à la fois dans le dispositif et dans le préambule.

2. La deuxième catégorie d'activités est relative à l'organisation "des peines de travail". Ainsi qu'en a convenu le fonctionnaire délégué, les "peines de travail" ne sont pas encore d'application dans notre système pénal, car le projet de loi qui les consacre est toujours en discussion à la Chambre des représentants [(1)].

Dès lors, le texte en projet doit s'en tenir à la notion de "travaux d'intérêt général" qui est actuellement d'application que ce soit en matière de médiation pénale ou dans le contexte de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation. De même, le fondement légal de la disposition en projet se limitera à viser ces textes légaux dans le préambule.

3. La troisième catégorie d'activités a trait à l'organisation de "la médiation auteur-victime orientée vers la réparation". Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que cette médiation est distincte de la médiation pénale organisée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle. Dans le contexte de la médiation pénale, lorsque l'auteur de l'infraction a accepté toutes les conditions de celle-ci et a satisfait à ces exigences, l'action publique est éteinte. Par contre, la médiation dont il est question dans le texte en projet peut intervenir alors même que le ministère public a décidé de poursuivre. Elle a notamment pour objectif que le délinquant répare le dommage qu'il a causé à sa victime avant même d'être jugé.

---

(1) Projet de loi "instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police" (Doc. parl., Chambre, sess. 2001-2002, n° 549/015).

Dès lors que la forme de médiation prévue par le projet n'est pas organisée par la loi [(2)], il n'est pas possible d'envisager l'octroi de subsides pour de telles activités, du moins dans le cadre d'un texte réglementaire ayant vocation à régler l'octroi de ces subsides de manière permanente.

L'arrêté en projet doit donc être revu sur ce point.

4. La quatrième catégorie d'activités concerne l'organisation de "rencontres" dans le cadre d'une procédure judiciaire, notamment lorsque surgissent des conflits familiaux à propos de l'exercice de l'autorité parentale sur les enfants ou de l'exercice du droit aux relations personnelles avec les enfants.

Selon le fonctionnaire délégué, ces mesures de rencontre sont parfois nécessaires dans le contexte de procédures en divorce difficiles, lorsqu'un des parents refuse à l'autre qu'il puisse exercer son droit de visite ou lorsqu'un parent est accusé de faits de pédophilie et qu'il est souhaitable qu'il puisse encore voir ses enfants dans un lieu spécifique.

Interrogé sur les dispositions légales qui autorisent un juge à recourir aux services d'une telle organisation privée en vue notamment de rétablir un exercice normal de l'autorité parentale, le fonctionnaire délégué a répondu qu'il s'agissait principalement des articles 1280 du Code judiciaire, 50 à 55 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, ainsi que des articles du Code civil ayant trait au divorce.

Ces dispositions ne font cependant pas apparaître l'intervention d'une personne morale de droit privé mais bien l'assistance d'un "service social compétent" chargé notamment d'éclairer le magistrat sur la situation morale et matérielle des enfants

---

(2) Une proposition de loi "modifiant le Code d'instruction criminelle afin de permettre au juge, en matière pénale, de proposer aux parties de renvoyer le dossier vers un agent du service des maisons de justice" (Doc. parl., Chambre, sess. 2001-2002, n° 1549/001), actuellement déposée à la Chambre des représentants, préconise, il est vrai, dans une certaine mesure ce type de médiation mais en ayant recours à un agent du service des maisons de justice et en apportant certaines modifications au Code d'instruction criminelle.

(article 1280, alinéa 3, du Code judiciaire) ou encore chargé de la surveillance d'un mineur en organisant son placement chez une personne digne de confiance ou dans un établissement approprié en vue de son hébergement, de son traitement, de son éducation ou de sa formation professionnelle (article 52 de la loi du 8 avril 1965, précitée, qui renvoie notamment à l'article 37, § 2, 3°, de la même loi). En vertu de l'article 50 de la loi du 8 avril 1965, précitée, ce service social peut également être chargé par le tribunal de la jeunesse de procéder à une investigation concernant la personnalité du mineur, le milieu où il est élevé, ainsi que de déterminer les intérêts de ce mineur et les moyens appropriés à son éducation.

Dans son avis 28.495/4 et 28.496/4 [(3)], la section de législation du Conseil d'Etat a examiné la problématique de ces services sociaux auprès des tribunaux afin de déterminer si l'Etat fédéral était encore compétent pour les régir.

Elle a fait observer à ce sujet :

> "Dans les avant-projets de loi soumis au Conseil d'Etat, la volonté est de mettre en place, au sein des maisons de justice, des services compétents pour réaliser ces enquêtes sociales en sorte que les magistrats concernés ne pourront plus s'adresser aux services communautaires compétents.
>
> Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'analyser l'ensemble des problèmes soulevés par cette controverse.
>
> Toutefois, au vu de la large autonomie dont disposent les Communautés dans le domaine de la protection de la jeunesse, en vertu de l'article 5, § 1er, II, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et qui comprend notamment la protection sociale et la protection judiciaire du mineur, il est permis de douter que les Communautés ne soient pas compétentes pour assumer les enquêtes sociales dans le cadre de l'article 50 de la loi du 8 avril 1965, précitée.

---

(3) Avis donné le 25 novembre 1998, d'une part, sur un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions du Code judiciaire et transférant certains membres du personnel en service auprès des parquets ou attachés à une commission de probation" et, d'autre part, sur un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle, de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964".

Certes, l'article 5, § 1er, II, 6°, c), précité, prévoit que relève de la compétence de l'autorité fédérale "l'organisation des juridictions de la jeunesse, leur compétence territoriale et la procédure devant ces juridictions". Il n'est ainsi nullement contesté que seul le législateur fédéral puisse prévoir que le juge de la jeunesse aura la possibilité de recourir à une étude sociale du mineur réalisée par un service social compétent.

Mais autre chose est de dire que du fait de cette compétence, il revient également au législateur fédéral le pouvoir de régler l'organisation de ces services sociaux compétents.

Il convient de souligner que les exceptions à la compétence des Communautés en matière de protection de la jeunesse, énumérées à l'article 5, § 1er, II, 6°, a) à e), précité, doivent être interprétées restrictivement.

Ce raisonnement semble être partagé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 66 du 30 juin 1988 rendu à propos d'un recours en annulation dirigé contre le décret de la Communauté flamande du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse.

Ainsi, les articles 13, 4°, et 14, 5°, de ce décret permettent aux magistrats chargés des affaires de la jeunesse de demander la médiation ou l'avis de la "commission de médiation".

Selon le Conseil des ministres, le législateur communautaire flamand, en adoptant les dispositions précitées, a réglé une matière relevant du droit judiciaire. Ces articles attribuent au juge de la jeunesse, en ce qu'ils lui offrent la possibilité de renvoyer intégralement une affaire devant "la commission de médiation", une compétence qui dépasse la demande portée devant lui, tout en portant atteinte aux règles relatives à la récusation des juges.

Pour la Communauté flamande, au contraire, de telles dispositions ne dérogent pas aux règles de compétence du droit judiciaire; elles donnent seulement une possibilité aux juges de saisir cette commission en toute autonomie.

La Cour d'arbitrage s'est alors exprimée en ces termes :

"Une Communauté ne déroge pas à la compétence de l'Etat en mettant à la disposition des magistrats chargés des affaires de la jeunesse un service dépendant d'elle, à condition que, ce faisant, elle ne modifie pas la procédure devant les juridictions de la jeunesse ou n'y apporte pas des éléments nouveaux ...

La possibilité offerte aux juges de la jeunesse et aux juges d'appel de la jeunesse de demander des avis à «la commission de médiation» s'accorde avec la compétence de l'article 50 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse selon laquelle ils peuvent effectuer des investigations. Elle ne comporte dès lors aucune modification de la procédure existante devant les juridictions de la jeunesse.".

Les articles 1280 du Code judiciaire et 50 de la loi du 8 avril 1965 ont été modifiés par une loi du 2 février 1994.

Il ressort clairement des travaux préparatoires que la notion de "service social compétent" est introduite dans ces deux dispositions pour tenir compte de la communautarisation de la protection de la jeunesse. On peut y lire :

"... le nouveau troisième alinéa de l'article 50 introduit l'obligation de principe pour le tribunal de la jeunesse de prendre connaissance de l'avis du service social compétent préalablement à toute décision, lorsqu'il a fait appel à un tel service conformément à l'article 50, deuxième alinéa nouveau.

Cette obligation vise à contribuer à la réalisation de synergies optimales entre les décisions des tribunaux et les politiques d'aide à la jeunesse menées par les communautés. En aucun cas cependant, l'inertie ou l'éventuel manque de personnel des services concernés ne pourrait paralyser le processus de décision, notamment en cas d'extrême urgence." (4).

Quant à l'article 1280 du Code judiciaire, il n'a suscité aucune discussion particulière. Les travaux préparatoires précisent seulement que la modification qui y est apportée est justifiée par le fait que l'on renvoie à des décrets communautaires (5).

Si le législateur fédéral adopte cette notion de "service social compétent", c'est parce qu'il est conscient que les Communautés sont compétentes pour mettre en place ces structures.

Ainsi, la Communauté française a déjà modifié en 1991 l'article 50, précité, afin de consacrer l'existence des services de protection judiciaire.

En vertu de l'article 51 de son décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, le service de protection judiciaire est "mis à la disposition de chaque tribunal et chambre d'appel de la jeunesse.

Il comporte deux sections :

1° la section sociale;
2° la section administrative".

Ces dispositions démontrent que la Communauté française s'engage par le biais de ses services de protection judiciaire à assumer les enquêtes sociales ordonnées par un juge de la jeunesse sur la base de l'article 50 de la loi du 8 avril 1965, précitée.

De telles mesures ont également été prises par la Communauté germanophone. Ainsi, l'article 26 de son décret du 20 mars 1995 concernant l'aide à la jeunesse prévoit que "dans le cadre de l'aide judiciaire à la jeunesse, il est institué auprès du Ministère de la Communauté germanophone un service social, dont le personnel est nommé par le Gouvernement".

Le paragraphe 2 de cette même disposition reconnaît la compétence de ce service de l'aide judiciaire à la jeunesse pour mener des enquêtes préliminaires à la demande du tribunal de la jeunesse ou du procureur du Roi.

Les Communautés se sont donc reconnues compétentes pour mener ces enquêtes sociales dans le cadre de la protection de la jeunesse et cette compétence n'a jamais été remise en cause par l'autorité fédérale.

---

(4) Doc. parl., Chambre, sess. 1991-1992, n° 532/1, extrait de la Pasinomie, 1994, tome I, p. 202.

(5) Doc. parl., Sénat, sess. 1992-1993, n° 633/2, extrait de la Pasinomie, 1994, tome I, p. 265.

Enfin, en ce qui concerne l'article 1280 du Code judiciaire, qui habilite le procureur du Roi à s'adresser à un service social compétent afin de déterminer la situation morale et matérielle des enfants dans le cadre d'une procédure de séparation des parents, les raisons de décider sont les mêmes. En effet, il n'y a aucune raison de distinguer selon que la mesure d'expertise sociale sollicitée est décidée tantôt par le tribunal de la jeunesse, tantôt par le président du tribunal de première instance, alors qu'il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, de décider dans le plus grand intérêt de l'enfant, des conséquences pour lui d'une séparation de fait ou de droit entre ses auteurs.

En conclusion, le Conseil d'Etat estime que les articles 50 et 1280 en projet excèdent les compétences de l'autorité fédérale.

Comme le souligne la décision du Comité de concertation du 2 avril 1996, le Gouvernement fédéral devrait privilégier la concertation avec les Communautés pour la mise en oeuvre de ces dispositions.

Le Conseil d'Etat est d'avis que dans le cas d'espèce un accord de coopération devrait clarifier les relations des services sociaux communautaires avec les juridictions fédérales concernées notamment quant à la prise en charge des frais résultant de ces enquêtes sociales, étant entendu que la conclusion d'un tel accord ne peut, conformément à l'article 92bis, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, aboutir à ce qu'une partie à l'accord abandonne purement et simplement sa compétence au profit de l'autre partie.".

Selon les textes légaux précités, le juge peut donc avoir recours à un "service social compétent", lorsqu'il doit statuer à propos des intérêts d'un enfant. Ce service relève de la compétence des communautés. Il en va de même d'organismes privés poursuivant le même but. L'Etat fédéral n'est, dès lors, pas compétent pour octroyer des subsides à de tels organismes privés.

Comme l'a déjà souligné la section de législation dans son avis 28.495/4 et 28.496/4, précité, vu l'imbrication des compétences fédérale et communautaire en cette matière, il est souhaitable qu'un accord de coopération intervienne le plus rapidement possible.

5. En ce qui concerne les cinquième et sixième catégories d'activités, à savoir "la mise sur pied de projets novateurs" dans le domaine des activités énumérées ci-avant ainsi que "la mise sur pied de campagnes de promotion et d'action de sensibilisation" en rapport avec les activités précitées, il est renvoyé aux observations qui précèdent.

Eu égard à l'ensemble de ces observations, l'arrêté en projet doit être repensé.

II. Quant au champ d'application de l'arrêté examiné

L'arrêté en projet utilise dans certaines dispositions le terme "délinquant". Ainsi qu'il ressort des explications du fonctionnaire délégué, ce terme ne vise que les délinquants majeurs, les délinquants mineurs relevant du régime de la protection de la jeunesse qui n'est pas concerné par l'arrêté en projet. Une telle précision doit ressortir du dispositif en projet, notamment de l'article 1er du projet, qui doit donner une définition du délinquant.

Observations particulières

Examen du projet

Dispositif

Articles 1er et 3

1. L'article 1er, 2°, du projet indique que le terme "administration" doit s'entendre dans le sens de "service public fédéral". Or, le Service public fédéral Justice n'a pas encore succédé aux attributions du ministère de la Justice conformément à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant création de ce Service public. Il est, dès lors, prématuré d'y faire référence.

2. L'article 1er, 3°, du projet donne une définition du terme "organismes" en faisant référence aux associations sans but lucratif. L'article 3, 1°, du projet détermine quant à lui les conditions pour l'obtention d'une subvention et exige de l'organisme qu'il possède "la personnalité juridique". Cette dernière condition est beaucoup plus large et pourrait concerner d'autres formes de personne morale.

Eu égard au fait que certains textes légaux comme l'article 1erbis, § 2, de la loi du 29 juin 1964, précitée, autorise le recours à des associations sans but lucratif mais aussi à des fondations à but social, scientifique ou culturel, le projet ne peut se limiter à viser les personnes morales de droit privé constituées sous la forme d'associations sans but lucratif.

L'article 1er, 3°, du projet doit dès lors être adapté pour tenir compte des exigences légales.

Article 2

Il est renvoyé à l'observation générale I.

Article 6

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée juridique d'une telle disposition. Il est, en effet, évident qu'un organisme pourra toujours introduire une nouvelle demande, dès lors qu'il peut se prévaloir de nouveaux éléments concernant les conditions de l'octroi des subsides.

Cette disposition doit, en conséquence, être omise.

Article 7

1. Cette disposition énumère une série de conditions que l'organisme doit respecter pour pouvoir continuer à bénéficier des subsides. Parmi ces conditions, il est notamment question de "tenir une comptabilité qui réponde aux directives fixées par le ministre" ainsi que "satisfaire aux normes de prestations minimales fixées par le ministre par activité visée à l'article 2 et par membre du personnel équivalent temps plein subventionné".

De telles délégations sont trop imprécises; l'arrêté en projet doit être complété sur ces points.

2. Pour que l'organisme puisse continuer à bénéficier de subsides, l'arrêté en projet énumère un certain nombre de conditions qui relèvent plutôt de la manière dont les activités subsidiables doivent être organisées (voir les 4° et 5° en projet qui contiennent des conditions relatives aux relations que les organismes doivent entretenir avec tantôt les instances judiciaires, tantôt l'administration) ou qui concernent les relations de l'organisme avec les personnes qui lui sont confiées ou les relations de l'organisme avec son personnel (voir les 7° et 9° en projet). De telles conditions trouveraient mieux leur place dans l'arrêté royal qui exécutera la loi servant de fondement légal à ces activités.

3. Le 6° doit être omis car cette question est réglée par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et par ses arrêtés d'exécution.

Articles 13 et 14

L'article 13, alinéa 1er, du projet est inutile en ce qu'il paraphrase l'article 56, alinéa 2, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat. Quant à l'article 14, alinéa 1er, du projet, il paraphrase l'article 57 des mêmes lois coordonnées.

Ces dispositions doivent, dès lors, être omises.

Article 15

Cette disposition du projet abroge l'arrêté royal du 6 juillet 1999 relatif à l'agrément et à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire. Cet arrêté royal n'a jamais fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Comme l'a indiqué le fonctionnaire délégué, il convient, dans un souci de sécurité juridique, que cet arrêté royal qui comprend également des dispositions abrogatoires de dispositions réglementaires - qui ont, elles, fait l'objet d'une publication -, soit publié au Moniteur belge en même temps que l'arrêté en projet.

Observations relatives à la légistique et au texte néerlandais

Le texte néerlandais du projet laisse beaucoup à désirer. A titre d'exemple certaines propositions de texte sont formulées ci-après :

Intitulé

Les mots "organisme(n)" et "omkadering" doivent être remplacés par les mots "instelling(en)" et "begeleiding".

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Préambule

Alinéa 2

Il y a lieu d'écrire : "..., inzonderheid op de artikelen ...".

Alinéa 6

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Overwegende dat moet worden voorzien in voldoende mogelijkheden van doorverwijzing naar gespecialiseerde instellingen;".

Alinéa 10

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 10 september 2001;".

Dispositif

Article 2

A l'article 2, 3°, l'expression "eventuele relevante derden" doit être remplacée par une expression plus appropriée.

Article 4

A l’article 4, § 1er, alinéa 2, 2°, le mot "verwezenlijkt" doit être remplacé par le mot “bereikt”.

Dans ce même article 4, § 1er, alinéa 3, il y a lieu d’écrire : "Bij de eerste aanvraag worden bovendien gevoegd de uittreksels uit de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad met de huidige samenstelling ...".

L’alinéa 4 de cette même disposition doit être rédigé comme suit : "De daaropvolgende aanvragen worden ingediend uiterlijk een maand voor ...".

Article 7

A l’article 7, § 1er, 3°, il y a lieu d’écrire : "op jaarbasis werk verstrekken aan gemiddeld ten minste 90% ...".

Article 8

A l’article 8, in fine, les mots "omschreven activiteiten" doivent être remplacés par les mots "activiteiten in kwestie".

Article 9

A l'article 9, § 1er, 2°, second tiret, il y a lieu d’écrire : "de werkgeversbijdragen voor de RSZ, alsook alle andere ...".

Dans le même 2°, dernier tiret, le mot "brutoloonkost" doit être remplacé par le mot "brutoloonkosten".

Article 12

L’article 12, alinéa 3, doit être rédigé comme suit : "... een financieel verslag aan de minister heeft bezorgd. ... de inhoud en de nadere regels van het verslag, dat uiterlijk 3 maanden na afloop ... moet worden ingediend.".

A l’article 12, alinéa 4, les mots "Bij batige vereffening in hoofde van de Staat" doivent être remplacés par une formule plus compréhensible, comme par exemple "Wanneer blijkt dat de Staat te veel subsidies heeft toegekend,".

Algemene opmerkingen

I. Rechtsgrond van het onderzochte besluit

Het ontworpen besluit strekt ertoe de voorwaarden te bepalen waarop subsidies kunnen worden verleend aan organisaties die voorzien in een "gespecialiseerde omkadering voor burgers die betrokken zijn bij een gerechtelijke procedure". In het tweede lid van de aanhef wordt inzonderheid als rechtsgrond van het ontwerp aangegeven artikel 12 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, welk artikel de volgende bepaling bevat :

> "... Bij ontstentenis van een organieke wet, moet er voor elke toelage in de algemene uitgavenbegroting een speciale bepaling zijn die de aard van de toelage preciseert; die toelagen kunnen worden toegekend onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning.".

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds herhaaldelijk heeft opgemerkt, geldt zulk een rechtsgrond echter slechts voor één jaar. Het ontworpen besluit dient zich evenwel aan als een blijvende regeling, wat niet samengaat met de tijdelijke aard van een begrotingsbepaling.

Er dient bijgevolg een andere rechtsgrond te worden gevonden op basis waarvan privaatrechtelijke rechtspersonen een rol kunnen spelen in het kader van de gerechtelijke procedures in kwestie.

Volgens artikel 2 van het ontwerp kunnen aan privaatrechtelijke organisaties subsidies worden toegekend voor zes categorieën activiteiten.

1. De eerste categorie is die van de organisatie van leermaatregelen voor meerderjarige delinquenten waartoe een magistraat kan besluiten hetzij in het kader van de bemiddeling in strafzaken (artikel 216ter, derde en vierde lid, van het Wetboek van Strafvordering), hetzij in het kader van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie (inzonderheid de artikelen 1 en 1bis van deze wet), hetzij op grond van artikel 35 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, aangezien de onderzoeksrechter de verdachte in vrijheid kan laten maar hem tegelijk een of meer voorwaarden kan opleggen voor de tijd die hij bepaalt.

Krachtens die wetteksten kunnen de opleidingen alleen bij openbare diensten van de Staat, gemeenten, provincies, gemeenschappen en gewesten of bij verenigingen zonder winstoogmerk of stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel doel worden gevolgd.

Volgens die wetteksten kunnen dus privé-instellingen terzake een rol spelen.

Bijgevolg beschikt de ontworpen bepaling over een specifieke rechtsgrond die zowel in het dispositief als in de aanhef moet worden aangegeven.

2. De tweede categorie activiteiten is die van de organisatie van "werkstraffen". De gemachtigde ambtenaar heeft toegegeven dat de "werkstraffen" nog niet van toepassing zijn in ons strafstelsel, aangezien de Kamer van volksvertegenwoordigers nog steeds debatteert over het wetsontwerp waarbij die werkstraffen worden ingevoerd [(6)].

Bijgevolg mag in de ontworpen tekst alleen gewerkt worden met het begrip "dienstverlening" dat thans geldt zowel inzake bemiddeling in strafzaken als in de context van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie. Zo ook moet in de aanhef als rechtsgrond van de ontworpen bepaling alleen naar die wetteksten worden verwezen.

3. De derde categorie activiteiten wordt gevormd door de organisatie van "herstelgerichte dader-slachtoffer-bemiddeling". Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat die bemiddeling verschilt van de bemiddeling in strafzaken waarin artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering voorziet. In het kader van de bemiddeling in strafzaken vervalt de strafvordering wanneer de dader van een strafbaar feit alle voorwaarden van die bemiddeling heeft aanvaard en hij aan de vereisten ervan heeft voldaan. De bemiddeling waarvan in de ontworpen regeling sprake is, kan daarentegen plaatsvinden ook al heeft het openbaar ministerie besloten te vervolgen. De bedoeling van die bemiddeling is de delinquent ertoe aan te zetten de schade die hij bij het slachtoffer heeft veroorzaakt te vergoeden nog voor hij wordt berecht.

---

(6) Wetsontwerp tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken (Gedr. St. Kamer, zitting 2001-2002, nr. 549/015).

Aangezien de vorm van bemiddeling waarin het ontwerp voorziet nog niet geregeld is bij de wet [7], kan niet worden overwogen om voor zulke activiteiten subsidies toe te kennen, althans in het kader van een verordeningstekst die tot doel heeft de toekenning van die subsidies op een permanente basis te regelen.

Het ontworpen besluit moet dan ook op dit punt worden herzien.

4. De vierde categorie activiteiten is de organisatie van "ontmoetingen" in het kader van een gerechtelijke procedure, inzonderheid wanneer zich in gezinnen conflicten voordoen omtrent de uitoefening van het ouderlijk gezag of de uitoefening van het recht op persoonlijk contact met de kinderen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn die georganiseerde ontmoetingen soms nodig bij omslachtige echtscheidingsprocedures, wanneer een van de ouders de andere belet zijn bezoekrecht uit te oefenen of wanneer een ouder beschuldigd wordt van pedofiele praktijken en het wenselijk is dat hij zijn kinderen nog in een specifieke ruimte kan zien.

Op de vraag welke wetsbepalingen de rechter de mogelijkheid bieden een beroep te doen op de diensten van zulk een privé-organisatie, inzonderheid om opnieuw voor een normale uitoefening van het ouderlijk gezag te zorgen, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat die bepalingen in de eerste plaats artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek en de artikelen 50 tot 55 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming zijn, alsook de artikelen van het Burgerlijk Wetboek die op de echtscheiding betrekking hebben.

Uit die bepalingen blijkt evenwel niet dat daarbij een privaatrechtelijk rechtspersoon betrokken is maar wel dat bijstand wordt verleend door een "bevoegde sociale dienst", die er inzonderheid mee belast is de magistraat inlichtingen betreffende de zedelijke en stoffelijke toestand van de kinderen te verstrekken (artikel 1280, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek) of toezicht uit te oefenen op een minderjarige door deze

---

(7) In een wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering om de rechter in strafzaken de mogelijkheid te bieden de partijen voor te stellen het dossier naar een ambtenaar van de Dienst Justitiehuizen te verwijzen (Gedr. St. Kamer, zitting 2001-2002, nr. 1459/001), dat thans aanhangig is bij de Kamer van volksvertegenwoordigers, wordt die soort van bemiddeling weliswaar in enige mate aanbevolen, maar daarbij wordt die bemiddeling een taak van een ambtenaar van de Dienst Justitiehuizen en worden in het Wetboek van Strafvordering bepaalde wijzigingen aangebracht.

uit te besteden bij een betrouwbaar persoon of te plaatsen in een geschikte inrichting, met het oog op zijn huisvesting, behandeling, opvoeding, onderricht of beroepsopleiding (artikel 52 van de voormelde wet van 8 april 1965, waarin inzonderheid verwezen wordt naar artikel 37, § 2, 3˚, van dezelfde wet). Krachtens artikel 50 van de voormelde wet van 8 april 1965 kan die sociale dienst er door de jeugdrechtbank eveneens mee worden belast een onderzoek te verrichten omtrent de persoonlijkheid van de minderjarige en het milieu waarin hij wordt grootgebracht en uit te maken wat de belangen van de minderjarige zijn en welke middelen geschikt zijn voor zijn opvoeding.

In haar advies 28.495/4 en 28.496/4 [(8)] heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State zich over de problematiek van die sociale diensten bij de rechtbanken gebogen teneinde na te gaan of de federale Staat nog bevoegd is om die te regelen.

---

(8) Advies dat op 25 november 1998 is uitgebracht over, enerzijds, een voorontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en tot overplaatsing van sommige personeelsleden in dienst bij de parketten of verbonden aan en probatiecommissie" en, anderzijds, over een voorontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van het Strafwetboek, van het Wetboek van Strafvordering, van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964".

In dat verband heeft zij op het volgende gewezen :

"Met de voorontwerpen van wet die aan de Raad van State zijn voorgelegd wil men echter binnen de justitiehuizen diensten instellen die bevoegd zijn om die maatschappelijke onderzoeken uit te voeren, zodat de betrokken magistraten zich niet langer tot de bevoegde diensten van de Gemeenschappen kunnen wenden.

De Raad van State kan binnen de korte tijd die hem is toegemeten, niet alle problemen onderzoeken die deze controverse doet rijzen.

Gelet op de ruime autonomie die de Gemeenschappen krachtens artikel 5, § 1, II, 6˚, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in het kader van de jeugdbescherming hebben en die inzonderheid de sociale bescherming en de gerechtelijke bescherming van minderjarigen omvat, valt evenwel te betwijfelen dat de Gemeenschappen niet bevoegd zouden zijn om in het kader van artikel 50 van de voornoemde wet van 8 april 1965 de maatschappelijke onderzoeken uit te voeren.

Het voornoemde artikel 5, § 1, II, 6˚, c), bepaalt natuurlijk wel dat "de organisatie van de jeugdgerechten, hun territoriale bevoegdheid en de rechtspleging voor die gerechten" tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren. Zo wordt geenszins betwist dat alleen de federale wetgever kan bepalen dat de jeugdrechter een beroep kan doen op een maatschappelijk onderzoek omtrent de minderjarige dat door een bevoegde sociale dienst is uitgevoerd.

Het is echter een andere zaak te stellen dat het de federale overheid op grond van die bevoegdheid ook toekomt om de organisatie van die bevoegde sociale diensten te regelen.

Daarbij dient te worden onderstreept dat de uitzonderingen op de bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake jeugdbescherming die in het voormelde artikel 5, § 1, II, 6˚, a) tot e), worden opgesomd, restrictief moeten worden geïnterpreteerd.

Die redenering lijkt ook te worden gevolgd in arrest nr. 66 dat het Arbitragehof op 30 juni 1988 heeft gewezen over een beroep tot nietigverklaring van het decreet van 27 juni 1985 van de Vlaamse Gemeenschap inzake bijzondere jeugdbijstand.

Zo staan de artikelen 13, 4˚, en 14, 5˚, van dat decreet de jeugdmagistraten toe de bemiddelingscommissie om bemiddeling of advies te verzoeken.

Volgens de Ministerraad heeft de Vlaamse gemeenschapswetgever door het aannemen van die bepalingen een aangelegenheid van gerechtelijk recht geregeld. De artikelen verlenen de jeugdrechter een bevoegdheid die de voor hem aangebrachte vordering te buiten gaat, door hem de mogelijkheid te bieden een zaak volledig door te verwijzen naar de bemiddelingscommissie. Tevens zouden de regels betreffende de wraking van rechters miskend zijn.

Volgens de Vlaamse Gemeenschap daarentegen doen die bepalingen geen afbreuk aan de procesrechtelijke bevoegdheidsregelen; ze bieden de rechters alleen de mogelijkheid om een zaak in alle vrijheid aan die commissie voor te leggen.

Het Arbitragehof heeft daarvoor dan het volgende gesteld :

"Een Gemeenschap doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van de Staat door een onder haar ressorterende dienst ter beschikking te stellen van de jeugdmagistraten, op voorwaarde dat hierbij geen wijzigingen of nieuwe elementen worden aangebracht in de procedure voor de jeugdgerechten ....

De mogelijkheid voor jeugdrechters en jeugdrechters in hoger beroep om adviezen te vragen aan de bemiddelingscommissie, kadert in de door artikel 50 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming verleende bevoegdheid tot het verrichten van navorsingen en houdt bijgevolg geen wijziging in van de bestaande procedure voor de jeugdgerechten.".

Artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 50 van de wet van 8 april 1965 zijn gewijzigd bij een wet van 2 februari 1994.

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt duidelijk dat het begrip "bevoegde sociale dienst" in die twee bepalingen is ingevoerd om rekening te houden met de communautarisering van de jeugdbescherming. In die parlementaire voorbereiding staat het volgende :

"... Het nieuwe derde lid van artikel 50 voert de principiële verplichting voor de jeugdrechtbank in om, wanneer zij in een bepaalde zaak een beroep gedaan heeft op de bevoegde sociale dienst, overeenkomstig het nieuwe tweede lid van artikel 50, voorafgaandelijk aan elke beslissing kennis te nemen van het advies van deze sociale dienst.

Deze verplichting beoogt bij te dragen tot een optimale inpassing van de door de jeugdrechtbanken genomen beslissingen in het algemeen jeugdbijstandsbeleid dat door de Gemeenschappen gevoerd wordt. Uiteraard kan inertie of gebrek aan personeel van de bedoelde diensten de besluitvorming nooit in de weg staan, in het bijzonder in gevallen van hoogdringendheid." [(9)].

Artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek heeft zijnerzijds geen aanleiding gegeven tot een bijzondere bespreking. In de parlementaire voorbereiding wordt alleen gepreciseerd dat de daarin voorgestelde wijziging verantwoord wordt door het feit dat men naar gemeenschapsdecreten verwijst [(10)].

De federale wetgever neemt dit begrip "bevoegde sociale dienst" aan, omdat hij beseft dat de Gemeenschappen bevoegd zijn om die structuren op te richten.

Zo heeft de Franse Gemeenschap het voormelde artikel 50 al in 1991 gewijzigd om het bestaan van de diensten voor gerechtelijke bescherming te bevestigen.

Krachtens artikel 51 van het decreet van 4 maart 1991 van de Franse Gemeenschap inzake hulpverlening aan de jeugd wordt de dienst voor gerechtelijke bescherming "ter beschikking gesteld van elke jeugdrechtbank en elke jeugdkamer in hoger beroep.

Hij bestaat uit twee afdelingen :

---

(9) Gedr. St. Kamer, buitengewone zitting 1991-1992, nr. 532/1, blz. 22.

(10) Gedr. St. Senaat, zitting 1992-1993, nr. 633/2, blz. 95.

1° de sociale afdeling;
2° de administratieve afdeling".

Uit die bepalingen blijkt dat de Franse Gemeenschap zich via haar diensten voor gerechtelijke bescherming ertoe verbindt om de sociale onderzoeken waartoe een jeugdrechter op basis van artikel 50 van de voornoemde wet van 8 april 1965 opdracht geeft, op zich te nemen.

Ook de Duitstalige Gemeenschap heeft zulke maatregelen getroffen. Zo bepaalt artikel 26 van haar decreet van 20 maart 1995 over jeugdbijstand : "In het kader van de gerechtelijke jeugdbijstand wordt er bij het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap een sociale dienst opgericht waarvan het personeel door de Regering wordt benoemd".

Paragraaf 2 van datzelfde artikel bevestigt dat die dienst voor gerechtelijke jeugdbijstand bevoegd is om op verzoek van de jeugdrechtbank of de procureur des Konings preliminaire onderzoeken in te stellen.

De Gemeenschappen hebben zich dus bevoegd verklaard om die maatschappelijke onderzoeken in het kader van de jeugdbescherming in te stellen en de federale overheid heeft die bevoegdheid nooit op losse schroeven gezet.

Tot slot, wat artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek betreft, dat de procureur des Konings ertoe machtigt om zich tot een bevoegde sociale dienst te wenden om de "zedelijke en stoffelijke toestand van de kinderen" te bepalen in het kader van een echtscheidingsprocedure waarin de ouders verwikkeld zijn, zijn de redenen om daartoe te beslissen op dezelfde gronden gebaseerd. Er is namelijk geen enkele reden om een onderscheid te maken naargelang de jeugdrechtbank dan wel de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg beslist om het aangevraagde maatschappelijk onderzoek te laten instellen, aangezien het in de beide gevallen erom gaat in het belang van het kind te beslissen welke gevolgen een feitelijke of juridische scheiding van de ouders voor het kind heeft.

De Raad van State besluit dan ook dat de ontworpen artikelen 50 en 1280 de bevoegdheden van de federale overheid te buiten gaan.

Zoals het Overlegcomité in zijn beslissing van 2 april 1996 onderstreept, zou de federale Regering voor de toepassing van die bepalingen overleg met de Gemeenschappen op de voorgrond moeten stellen.

De Raad van State is van mening dat in het onderhavige geval een samenwerkingsakkoord zou moeten worden gesloten om de betrekkingen tussen de sociale diensten van de Gemeenschappen en de betrokken federale rechtscolleges te verduidelijken, inzonderheid omtrent de vraag wie de kosten op zich neemt die uit die maatschappelijke onderzoeken voortvloeien, met dien verstande dat het sluiten van zulk een akkoord, overeenkomstig artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen er niet mag toe leiden dat een partij bij een akkoord haar bevoegdheid zonder meer overdraagt aan de andere partij bij het akkoord.".

Volgens de voormelde wetteksten kan de rechter dus een beroep doen op een "bevoegde sociale dienst" wanneer hij over de belangen van een kind uitspraak moet doen. Die dienst ressorteert onder de bevoegdheid van de gemeenschappen. Hetzelfde

geldt voor privé-instellingen die hetzelfde doel nastreven. De Federale Staat is bijgevolg niet bevoegd om aan zulke privé-instellingen subsidies toe te kennen.

Zoals de afdeling wetgeving reeds benadrukt heeft in haar voormelde advies 28.495/4 en 28.496/4, is het, gelet op de verstrengeling van de bevoegdheden die de federale overheid en de gemeenschappen terzake bezitten, wenselijk dat daarover zo snel mogelijk een samenwerkingsakkoord wordt gesloten.

5. Wat de vijfde en de zesde categorie activiteiten betreft, namelijk "het opzetten van vernieuwende projecten" op het stuk van de voormelde activiteiten en "het opzetten van promotiecampagnes en sensibilisatie-acties" in verband met de voormelde activiteiten, wordt verwezen naar de bovenstaande opmerkingen.

Gelet op al deze opmerkingen moet het ontworpen besluit worden herzien.

II. Werkingssfeer van het onderzochte besluit

In sommige bepalingen van het ontworpen besluit wordt gewerkt met het begrip "de delinquent". Zoals uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt, slaat die term alleen op meerderjarige delinquenten, aangezien de minderjarige delinquenten vallen onder de regeling van de jeugdbescherming, waarop het ontworpen besluit geen betrekking heeft. Zulks moet blijken uit het ontworpen dispositief, inzonderheid uit artikel 1 van het ontwerp, waarin een definitie moet worden gegeven van de delinquent.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikelen 1 en 3

1. In artikel 1, 2°, wordt bepaald dat de woorden "de administratie" staan voor "de federale overheidsdienst Justitie". De federale overheidsdienst Justitie heeft de bevoegdheden van het Ministerie van Justitie evenwel nog niet overgenomen

overeenkomstig artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 23 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Justitie. Het is bijgevolg voorbarig om naar die federale overheidsdienst te verwijzen.

2. In artikel 1, 3°, van het ontwerp wordt het begrip "organismen" gedefinieerd als "verenigingen zonder winstoogmerk". In artikel 3, 1°, van het ontwerp wordt evenwel als een van de voorwaarden voor het verkrijgen van een subsidie bepaald dat de betrokken instelling "rechtspersoonlijkheid (moet) bezitten". Die voorwaarde is veel ruimer en zou betrekking kunnen hebben op andere rechtspersoonsvormen.

Doordat bepaalde wetsbepalingen, zoals artikel 1bis, § 2, van de voormelde wet van 29 juni 1964 de mogelijkheid bieden om een beroep te doen op verenigingen zonder winstoogmerk maar ook op stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel doel, mag in het ontwerp niet alleen worden verwezen naar privaatrechtelijke rechtspersonen die de rechtsvorm van een vereniging zonder winstoogmerk hebben aangenomen.

Artikel 1, 3°, van het ontwerp dient dan ook te worden aangepast opdat die wettelijke vereisten in acht worden genomen.

Artikel 2

Er wordt verwezen naar algemene opmerking I.

Artikel 6

De juridische draagwijdte van deze bepaling ontgaat de Raad van State. Het spreekt immers vanzelf dat een instelling een nieuwe aanvraag kan indienen zodra ze nieuwe gegevens kan aanvoeren in verband met de voorwaarden tot toekenning van subsidies.

Deze bepaling dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 7

1. In deze bepaling worden een reeks voorwaarden opgesomd waaraan de instelling moet voldoen om subsidies te kunnen blijven genieten. Twee van die voorwaarden zijn inzonderheid "een boekhouding voeren die voldoet aan de richtlijnen die door de minister worden opgelegd" en "voldoen aan de minimale prestatienormen die door de minister worden bepaald per activiteit omschreven in artikel 2 en per gesubsidieerd voltijds-equivalent personeelslid".

Zulke overdrachten van bevoegdheid zijn te vaag. Het ontworpen besluit moet op die punten worden aangevuld.

2. Opdat de instelling subsidies kan blijven genieten, moet ze volgens het ontworpen besluit voldoen aan een aantal voorwaarden waarvan sommige veeleer verband houden met de wijze waarop de subsidieerbare activiteiten worden georganiseerd (zie de ontworpen onderdelen 4° en 5°, die voorwaarden bevatten betreffende de betrekkingen die de instellingen moeten onderhouden met nu eens de gerechtelijke instanties en dan weer de administratie) of die verband houden met de betrekkingen van de instelling met de personen die aan haar worden toevertrouwd of met de betrekkingen van de instelling met haar personeel (zie de ontworpen onderdelen 7° en 9°). Zulke voorwaarden horen veeleer thuis in het koninklijk besluit tot uitvoering van de wet die de rechtsgrond van die activiteiten vormt.

3. Het onderdeel 6° moet vervallen, aangezien deze kwestie geregeld wordt bij de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de uitvoeringsbesluiten van die wet.

Artikelen 13 en 14

Artikel 13, eerste lid, van het ontwerp is overbodig doordat daarin artikel 56, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit wordt geparafraseerd. Artikel 14, eerste lid, van het ontwerp, zijnerzijds, parafraseert artikel 57 van diezelfde gecoördineerde wetten.

Die bepalingen dienen dan ook te vervallen.

Artikel 15

Deze bepaling van het ontwerp strekt tot opheffing van het koninklijk besluit van 6 juli 1999 betreffende de erkenning en de subsidiëring van organismen die voorzien in een gespecialiseerde omkadering voor burgers die betrokken zijn bij een gerechtelijke procedure. Dat koninklijk besluit is nooit bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Zoals de gemachtigde ambtenaar te kennen heeft gegeven, moet dit koninklijk besluit, dat eveneens bepalingen bevat die strekken tot opheffing van verordeningsbepalingen die wél zijn bekendgemaakt, met het oog op de rechtszekerheid samen met het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

Wetgevingstechnische opmerkingen en opmerkingen over de Nederlandse tekst

De Nederlandse tekst van het ontwerp laat veel te wensen over. Bij wijze van voorbeeld worden hierna enkele tekstvoorstellen gedaan.

Opschrift

De woorden "organisme(n)" en "omkadering" dienen respectievelijk te worden vervangen door de woorden "instelling(en)" en "begeleiding".

Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Aanhef

Tweede lid

Er behoort te worden geschreven : "..., inzonderheid op de artikelen ...".

Zesde lid

Dit lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Overwegende dat moet worden voorzien in voldoende mogelijkheden van doorverwijzing naar gespecialiseerde instellingen;".

Tiende lid

Dit lid zou als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 10 september 2001;".

Dispositief

Artikel 2

In artikel 2, onderdeel 3° zou de uitdrukking "eventuele relevante derden" door een passender uitdrukking moeten worden vervangen.

Artikel 4

In artikel 4, § 1, tweede lid, 2°, zou het woord "verwezenlijkt" beter worden vervangen door het woord bereikt".

In datzelfde artikel 4, § 1, derde lid, behoort te worden geschreven : "Bij de eerste aanvraag worden bovendien gevoegd de uittreksels uit de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad met de huidige samenstelling ...".

Het vierde lid van diezelfde bepaling dient als volgt te worden geredigeerd : "De daaropvolgende aanvragen worden ingediend uiterlijk een maand voor ...".

Artikel 7

In artikel 7, § 1, onderdeel 3°, schrijve men : "op jaarbasis werk verstrekken aan gemiddeld ten minste 90 % ...".

Artikel 8

In artikel 8, in fine, zouden de woorden "omschreven activiteiten" vervangen moeten worden door de woorden "activiteiten in kwestie".

Artikel 9

In artikel 9, § 1, onderdeel 2°, tweede streepje, moet worden geschreven : "de werkgeversbijdragen voor de RSZ, alsook alle andere ...".

In datzelfde onderdeel 2°, laatste streepje, dient het woord "brutoloonkost" te worden vervangen door het woord "brutoloonkosten".

Artikel 12

Artikel 12, derde lid, dient als volgt te worden gesteld : "... een financieel verslag aan de minister heeft bezorgd. ... de inhoud en de nadere regels van het verslag, dat uiterlijk 3 maanden na afloop ... moet worden ingediend.".

In artikel 12, vierde lid, moeten de woorden "Bij batige vereffening in hoofde van de Staat" vervangen worden door een duidelijker formulering, bijvoorbeeld "Wanneer blijkt dat de Staat te veel subsidies heeft toegekend,".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	Y. KREINS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. QUERTAINMONT, J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS